

**Mot du Professeur Salim Daccache s.j., Recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, à la conférence des FSE – Fsédu, sur « l'innovation pédagogique et numérique au service du marché du travail », le jeudi 8 mars 2018, à l'Auditorium François Bassil, au Campus de l'innovation et du sport.**

C'est un devoir intellectuel et cordial de vous souhaiter la bienvenue à cette conférence à deux voix, celles de Madame Loubna Al-Saghir Oueidat, maître de conférences à la FSE et Madame Wadad Wazen, chef d'unité des nouvelles technologies éducatives à la FSédu, nous parlant, dans le droit fil du projet ADIP de l'innovation pédagogique et numérique au service du marché du travail. Dans ce cadre du projet, la conférence s'annonce comme un retour de pratiques et d'expériences de ce qui a été implanté comme graines d'innovation et de réécriture de programmes de formation et l'apport du numérique à cette innovation.

Qui de nous n'a pas entendu parler ces dernières années du projet Tempus ADIP, qui rime avec ADIB, homme lettré en langue arabe, mais dont les initiales signifie « Apprentissage à distance et innovation pédagogique » ? Nous savons aussi qu'il a été conçu et coordonné par le bureau régional de l'Agence Universitaire de la Francophonie au Moyen-Orient. Nous le savons : ce projet avait été financé par la communauté européenne dans le cadre du projet de coopération Tempus et sa durée a été de plus de trois années puisque le 12 juillet passé, les différents partenaires européens (français, belges et roumains), les 11 universités égyptiennes et libanaises ainsi que les représentants des ministères de l'enseignement supérieur et les Chambres de Commerce des deux pays. Destin tragique et sans lendemain du projet ADIP ? Non point, puisqu'aujourd'hui cette conférence, venant après la clôture du projet, exprime une belle réalité : ce projet ADIP continue à être vivant puisque, dans ses objectifs, il était dit que le retour d'expérience, son apport pour les institutions, son approche pédagogique et l'intégration du numérique faisaient partie de la raison d'être de ce projet. Dans ce sens, les contributions d'aujourd'hui se présentent comme une validation de l'impact des résultats de la finalité d'ADIP. À titre d'exemple, la FSE a réformé la maquette pédagogique de son Master en sciences économiques, option Banque et marchés financiers et a bénéficié de l'expérience que lui a procuré le projet ADIP pour mettre en chantier la réforme des deux autres options du Master (Politique économique, Web science et économie numérique) ;

Toutefois, la bonne question que l'on peut se poser va au-delà des réalisations elles-mêmes dans le domaine pédagogique ou la réécriture d'un programme doté de ses compétences et de ses profils de sortie. Cette question est la suivante : si nos programmes sont bien efficaces du point de vue enseignement, formation et apprentissage, et si nos diplômés correspondent aux besoins de l'employabilité, que dire alors de l'armée de diplômés de jeunes libanais qui ne trouvent pas localement de travail dans un marché tirailé par une crise qui paraît sans fin. Il est vrai que nous menons tout un travail de mise à niveau de nos programmes de spécialisation pour qu'ils correspondent aux standards européens et pour qu'ils soient en harmonie avec le marché du travail, mais de quel marché de travail parlons-nous ? C'est aujourd'hui le drame de l'enseignement supérieur au Liban, au moins celui qui croit en sa mission et sa destinée : d'une part, il doit

s'adapter au marché et à la demande des entreprises, pour assurer aux diplômés des compétences transversales de haute qualité, d'esprit entrepreneur, de capacité de raisonnement critique, d'aptitude à la réflexion et à s'organiser par soi-même, mais d'autre part, le Liban d'aujourd'hui de l'emploi n'est pas capable de proposer quatre mille ou cinq mille bons emplois pour à peu près 23 mille à 25 mille diplômés annuels. C'est donc le chemin de l'exil pour la recherche de l'emploi que prennent des milliers vers les pays étrangers, sachant que les marchés extérieurs de l'emploi deviennent aussi de plus en plus étroits et saturés. Toutefois, mon objectif n'est pas de m'étendre sur cette question quoique cruciale. Je termine pour dire d'une part, mes remerciements à cette action des deux facultés de sciences économiques et des sciences de l'éducation ainsi qu'au directeur général de l'Enseignement supérieur et le directeur du bureau de l'AUF à Beyrouth qui nous honorent de leur présence bienveillante et, d'autre part, qu'il est temps que les autorités de notre pays se penchent sérieusement sur cette crise et enfin, qu'une Université comme l'USJ ne peut démissionner de sa mission de former à l'excellence au moins une part du capital humain compétent et cultivé de notre pays, le seul capital digne de ce nom.